N° 220.

Mode de nomination des membres de la cour des comptes.

Décret du congrès national du 30 décembre 1850 (a)

AU NOM DU PEUPLE BELGE,

Le congrès national,

Vu le décret du congrès national du 30 décembre 1850 sur l'institution de la cour des comptes;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer le mode d'élection des membres de cette cour,

Décrète :

Article unique. Le président, les conseillers et le greffier de la cour des comptes sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue, et par bulletins séparés et successifs.

Si, au second tour de scrutin, le candidat n'a pas obtenu la majorité absolue, il sera procédé à un scrutin de ballottage entre les deux membres qui ont réuni le plus de voix.

En cas de parité de suffrages, la préférence est accordée au plus âgé.

Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du présent décret.

(Bull. off., n° 44.)

N° 221.

Règlement d'ordre pour la cour des comptes.

Message de la cour des comptes au président du congrès national, communiqué dans la séance du 24 février 1851.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En exécution de l'article 17 du décret du 30 décembre 1850, qui veut que la cour des comptes soumette le plus tôt possible à l'approbation du congrès un projet pour son règlement d'ordre, la cour a l'honneur, monsieur le président, de vous

(a) Ce décret, discuté dans la séance du 30 décembre 1850, a été adopté par 120 voix contre 30. La disposition de l'article unique avait été présentée par M. Devaux comme ar-

adresser ce projet, accompagné de son exposé des motifs.

Veuillez agréer l'hommage de mon respect.

Bruxelles, le 23 février 1851.

Le président de la cour des comptes,

TH. FALLON.

Par ordonnance,

Le greffier,

MEEUS-VANDERMAELEN.

Exposé des motifs des dispositions contenues dans le règlement d'ordre arrêté par la cour des comptes, le 19 février 1851, et soumis à l'approbation du congrès national, en vertu de l'article 17 de son décret du 30 décembre 1850.

CHAPITRE PREMIER.

Des assemblées générales, des sections et du président.

L'article 1^{er} est conçu dans la pensée que les membres de la cour des comptes doivent remplir les importantes fonctions qui leur sont attribuées, avec conscience et assiduité. En travaillant tous les jours de la semaine, sauf l'exception des jours de fête et dimanches, qu'on observe dans presque toutes les administrations, ils rempliront ce double but.

Le second paragraphe de cet article indique le rang dans lequel siègent les conseillers : deux modes se présentaient pour assigner ce rang, l'âge ou l'ordre de la nomination; ce dernier mode a été préféré parce que, indépendamment qu'il paraît plus juste, il évite cet inconvénient assez grave qu'un nouveau membre élu n'ayant pas d'expérience des affaires pourrait, grâce à son âge, débiter par la présidence.

Article 2. La division de la cour des comptes en deux sections a été prévue par le rapport joint au décret du 30 décembre 1850. Cette division est d'ailleurs la conséquence nécessaire du genre de travail qui entre dans les attributions de la cour.

Un règlement du 30 mars 1822, partage la chambre des comptes à La Haye en quatre tables ou sections, ayant des attributions distinctes.

ticle additionnel au décret sur l'institution de la cour des comptes. Après une discussion, le congrès décida qu'elle formerait un décret séparé.

L'article 3 du décret du 10 septembre 1807, sur l'organisation de la cour des comptes en France, porte qu'il sera formé trois chambres, chacune composée d'un président et de six maîtres aux comptes; et les dispositions transitoires de ce décret prévoient le cas où il pourra être formé une quatrième chambre temporaire composée d'un même nombre de membres pour les jugements des comptes arriérés.

Le personnel de la cour établie en Belgique par le congrès national n'est pas assez nombreux pour permettre plus de deux sections. Cela explique pourquoi l'article 3 du règlement d'ordre confie à la première section, non-seulement le contrôle des recettes, mais encore l'examen et la liquidation des comptes; tandis que par l'article 4 on a dû réunir, dans les attributions de la deuxième section, la surveillance et la tenue du double du grand-livre de la dette publique et du registre des pensions, le contrôle des dépenses ainsi que le visa et l'enregistrement des demandes de paiement.

L'article 5 confère encore une autre attribution à la deuxième section, en la chargeant de l'examen des demandes de crédit pour des dépenses à faire. Cette disposition a paru nécessaire pour ne point paralyser, surtout dans des cas d'urgence, ou lorsqu'il y a impossibilité ou grande difficulté à joindre des pièces justificatives à l'appui des demandes, l'action de l'administration, qui peut se trouver dans la nécessité de faire effectuer certaines dépenses qui obligent à une avance de fonds sans laquelle l'intérêt du service pourrait se trouver compromis.

Telles sont, entre autres, des dépenses relatives à la solde des troupes, surtout lorsque les régiments ne sont pas encore formés; au recrutement et à certaines parties de l'équipement de l'armée; à des fournitures que l'urgence des besoins ne permet pas de mettre en adjudication publique, et pour lesquelles l'intérêt de l'État pourrait même exiger que l'on fit des avances de fonds; à des travaux pressants; à des secours, à des subsides, à de menues dépenses d'administration, que l'on ne peut prévoir dans leurs minutieux détails; à des courriers d'ambassade, frais de mission, etc., etc.

Néanmoins, et dans tous les cas, il faut que l'on sache pour quels objets les fonds sont demandés ou quelle doit être leur destination, et que l'on joigne aux demandes telles pièces et éclaircissements que la cour peut trouver bon de requérir.

Ces demandes de crédit ou paiements par anticipation existaient aussi sous l'ancien gouvernement, elles étaient prévues par le règlement général sur l'administration des finances, qui y consacre plusieurs articles.

La loi du 21 juin 1820, concernant l'organisation de la chambre des comptes, établissait aussi un contrôle exact sur les dépenses et sur la comptabilité des fonds, biens et propriétés de l'État.

L'article 14 de cette loi porte :

« La chambre générale des comptes veillera spécialement à ce que les dispositions contenues dans l'article 127 de la loi fondamentale, par rapport aux dépenses publiques, aient leur plein effet et que les sommes des budgets décennal et annuel dont le roi a accordé la disposition ne soient surpassées ni employées à d'autres fins que conformément à ces dispositions. »

Dans le premier paragraphe de l'article 15, on retrouve le sens de l'article 4 du décret du congrès national du 30 décembre 1830.

Ce paragraphe est ainsi conçu :

« Aucune disposition pour paiement de quelque dépense de l'État affectée sur le budget, ne pourra être ordonnée, si au préalable cette dépense n'est vérifiée, liquidée et enregistrée à la chambre. »

Voilà certes le complément de toutes les garanties désirables sous le rapport du contrôle, et à cet égard le décret du congrès national du 30 décembre dernier n'en présente pas davantage; mais ce décret (et l'observation qui va suivre est fort importante à méditer) ne contient pas certaines facultés ou restrictions qui, amplifiées encore par le règlement général des finances, rendaient ce premier contrôle absolument illusoire. Pour en fournir la preuve il suffira de citer les deux derniers paragraphes de l'article 15 de la loi du 21 juin et quelques-unes des dispositions de ce règlement.

Voici ce que portent ces deux paragraphes :

« Tous paiements provisoires, lesquels pourraient d'après notre autorisation être ordonnés par un département d'administration générale, seront considérés comme des avances et devront être soumis à l'examen, la liquidation, et l'enregistrement de la chambre générale des comptes, avant de pouvoir être reconnues dépenses de l'État.

» Les règles à suivre à cet égard seront arrêtées par nous après avoir entendu la chambre. »

Le règlement général des finances autorise la chambre des comptes à faire des observations à l'égard des demandes de crédit; mais le second paragraphe de l'article 318 porte que si « les difficultés résultant de ces observations ne pouvaient être aplanies, les départements d'administration générale que la chose concerne invoqueront la décision du roi. »

Au moyen de ces dispositions, il était aisé d'éluider la bienfaisante garantie du contrôle préalable; aussi ne doit-on pas s'étonner que la chambre des

comptes a été mise hors d'état de prévenir ces scandaleuses distributions des deniers publics auxquelles le prétendu encouragement de l'industrie servait de décevant prétexte. Il est inutile de retracer ici le tableau de toutes les fraudes auxquelles l'abusif emploi de ces deniers a donné lieu, et de rappeler comment, au moyen d'instructions volumineuses et entortillées, on venait à bout de confondre et de dépasser les allocations.

C'est sans doute pour rendre impossible le retour d'abus semblables que le congrès national a posé, *sans restriction*, dans son décret du 50 décembre, le principe du contrôle préalable; et, bien que l'article 4 ne soit pas obstatif à ce que ce contrôle puisse s'exercer, moyennant les précautions et réserves convenables, aussi bien à l'égard d'ordonnances de paiement pour dépenses à faire qu'à l'égard d'ordonnances de paiement pour dépenses faites, encore est-il essentiel de laisser la cour des comptes maîtresse d'apprécier la nécessité et le mérite de cette première espèce d'ordonnances de paiement qu'on appelle demandes de crédit.

Ce qui précède explique pourquoi l'article 5 du règlement d'ordre est conçu en termes aussi généraux. Il est difficile de le rédiger autrement, parce qu'il est de toute impossibilité de prévoir tous les cas qui peuvent légitimer les demandes de crédit.

Si, en temps de paix, et alors que tout est organisé dans l'État, ces cas sont déjà trop nombreux pour pouvoir être spécifiés, à bien plus forte raison doivent-ils rester indéterminés dans des temps extraordinaires, où il faut nécessairement faire la part des événements et des circonstances.

Si, comme la cour se l'imagine, on attache quelque prix à ce qu'elle puisse répondre parfaitement au but de son utile institution, il est indispensable qu'elle conserve son entière indépendance et qu'elle demeure constamment dans cette neutralité désintéressée qui fait sa force et sa popularité; ainsi il ne faut point souffrir que le pouvoir exécutif puisse intervenir en aucune manière dans les conflits qui peuvent s'élever entre les administrations générales et la cour, au sujet de ses attributions.

Il faut au contraire la protéger, le cas échéant, contre toute entreprise que ce pouvoir pourrait tenter contre elle, et ne permettre d'autre intervention, à l'égard de ces conflits, que celle du pouvoir législatif dont elle émane; que si l'on observait que la législature n'étant pas toujours assemblée, il pourrait naître, dans l'intervalle d'une session à une autre, des difficultés dont la solution ne pourrait souffrir de retard sans inconvénients, peut-être très-graves pour le service public, on pourrait faire observer qu'il n'est aucunement probable que

la cour des comptes, qui tient son mandat de la représentation nationale, qui a toujours le droit de le révoquer, serait assez aveugle ou assez entêtée pour résister, si toutefois elle était dans son tort, à toute remontrance ou à toute proposition de conciliation.

Et quant aux chefs des départements d'administration générale, s'il est à prévoir qu'ils puissent éprouver parfois certaines contrariétés dues à la lenteur ou à la rigueur des formalités impérieusement exigées pour le contrôle préalable, il est impossible de se dissimuler que cela tient à la nature des choses et qu'on n'y peut rien changer sans fausser ou vicier l'institution.

Mais il est à prévoir aussi que lorsque l'on sera habitué à une marche une fois bien tracée, loin de se plaindre de ces formalités qui ne sont rien moins que puérides : car ce n'est pas un travail purement passif ou matériel que celui du contrôle préalable comme il est présentement établi; loin de se roidir contre ces exigences de la loi, on lui rendra grâce de sa prévoyance et l'on reconnaîtra avec satisfaction, surtout quand l'expérience aura justifié nos prévisions, que ce minutieux contrôle garantit pour ainsi dire de lui-même cette partie fort importante de la responsabilité ministérielle, qui sans cela se voit exposée à des exigences plus obséquieuses que celle de la loi et vis-à-vis desquelles il faut quelquefois se retirer.

Du reste, ce n'est ni par goût ni par amour d'autorité, mais uniquement et consciencieusement dans l'intérêt du pays et en faveur du bon emploi de ses finances, que la cour dénie l'intervention du pouvoir exécutif dans l'application du contrôle préalable; car c'est la partie la plus pénible et la plus délicate de ses attributions.

La disposition de l'article 6 du règlement d'ordre est le complément nécessaire de l'article 7 du décret du 50 décembre, qui fixe les délais dans lesquels les comptes des différents comptables des deniers du trésor doivent être déposés au greffe de la cour. Celle-ci doit avoir le droit de leur prescrire la forme dans laquelle ces comptes devront être présentés, et il a paru indispensable d'appliquer également ce droit aux demandes de paiement, afin que la cour puisse établir de l'uniformité dans les comptes et introduire les simplifications et améliorations indiquées par l'expérience.

Les articles 7 et 8 confèrent au président le droit de nommer les sections ordinaires et les commissions spéciales. Cette prérogative, dont le président jouit également en France, a paru utile pour le bien du service et la célérité des affaires.

Le règlement d'ordre de la chambre des comptes à La Haye va plus loin. Il porte qu'après les déli-

bérations dans les assemblées générales, le président distribue le travail entre les membres respectifs. Le second paragraphe de l'article 8 prévoit le cas où une section aurait momentanément besoin, par excès de travail, d'être renforcée d'un conseiller; et en y inserant que le président a le droit de changer les sections tous les trois mois, en tout ou en partie, on a eu en vue de mettre tous les membres de la cour à même de se familiariser avec toutes les parties du contrôle et de la comptabilité.

Deux séances par semaine (article 9), en assemblée générale, sauf les assemblées extraordinaires (article 10), que le président a la faculté de convoquer suivant que l'exige l'importance des affaires, sont suffisantes pour délibérer sur toutes les pièces soumises à la cour, ainsi que sur les rapports des sections qui n'ont pas trop de quatre jours par semaine pour préparer leur travail.

Il serait même à craindre, ainsi que l'expérience a déjà pu le démontrer, qu'un plus grand nombre de séances ordinaires entravât la besogne des sections, qui embrasse pour ainsi dire toutes les occupations de la cour, du moins les plus essentielles.

Quant aux affaires courantes et urgentes, le président, par le second paragraphe de l'article 10, est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour leur expédition, sauf à en donner communication à la cour dans sa première assemblée générale, mais lorsque ces affaires sortent de la catégorie de ce que l'on appelle *affaires courantes*, ou qu'elles présentent un caractère de gravité qui appelle une discussion et une délibération, le président, faisant usage de la faculté que lui accorde le premier paragraphe de cet article, convoque une assemblée générale extraordinaire.

Du reste, il est des affaires courantes tellement urgentes qu'il faut y donner suite à l'instant, surtout lorsqu'il s'agit des demandes de fonds pour subsides et secours. Néanmoins les formalités du *visa* et de l'enregistrement qui exigent l'examen préalable des arrêtés et pièces jointes à ces demandes et des crédits ouverts au budget, afin de s'assurer s'il n'y a point de revirement d'un chapitre à un autre, ou bien si l'allocation n'est point absorbée, n'en doivent pas moins avoir lieu; c'est pourquoi il est pour ainsi dire indispensable, surtout à une époque où le pays se constitue, et alors qu'un retard quelconque peut avoir de fâcheux résultats, que le président habite le local de la cour, qui, depuis son installation, a déjà reçu des dépêches urgentes fort avant dans la soirée et même dans la nuit.

En habitant ce local, il est plus à même d'exercer sur le travail des bureaux cette haute surveillance que lui attribuent sa qualité de président et

les dispositions de ce règlement d'ordre. D'ailleurs, sa demeure dans ce local, qui n'occasionnera aucune dépense à l'État, et où, dans tous les cas, il lui faut son bureau particulier, offre bien plus de sécurité sous tous les rapports, qu'on n'en pourrait attendre de la surveillance d'un concierge.

Les articles 11 et 12 n'exigent pas de développements.

L'article 15 est rédigé à peu près dans le même sens que les dispositions de la loi française, et de la loi du 21 juin 1820 sur le même objet, à l'exception que, toujours dans l'esprit de conserver à la cour son entière indépendance, on n'a point recours au pouvoir exécutif, mais bien à la cour elle-même pour une prolongation de congé que des affaires de famille d'un intérêt majeur peuvent légitimer; le droit qu'a toujours la chambre des représentants de révoquer les membres de la cour doit rassurer sur la crainte qu'ils pourraient abuser de cette disposition de l'article 15. L'article 14, relatif aux vacances à la cour, s'explique suffisamment de lui-même.

CHAPITRE II.

Tenue et police des assemblées.

Article 15. Il faut de l'ordre et de la régularité dans la tenue de ses assemblées, pour qu'une administration comme celle dont il s'agit puisse bien marcher.... Les articles 15 à 19 inclus, qui tendent à y pourvoir, ont été puisés en partie dans les règlements adoptés pour la cour des comptes à Paris et la chambre des comptes à La Haye, et les dispositions qu'ils renferment sont à peu près les mêmes que celles que l'on a coutume d'insérer dans tous les règlements d'ordre des assemblées délibérantes.

CHAPITRE III.

Du ministère public.

L'article 9 du décret du 50 décembre dernier porte que toutes condamnations à des amendes est prononcée sur la réquisition du plus jeune des conseillers, qui remplit les fonctions du ministère public. On a pensé que, pour atteindre complètement le but de cette disposition, il fallait spécialement charger ce conseiller du soin de s'assurer si tous les comptables sont exacts à présenter leurs comptes dans les délais prescrits, afin d'être constamment en mesure de provoquer, à la charge des retardataires, l'application de la peine qu'ils ont encourue.

L'article 20 y pourvoit; il est conçu dans les

mêmes termes que l'article 57 de la loi française du 28 septembre 1807.

L'article 40 de la même loi a donné lieu à l'article 21 du présent règlement, il rentre utilement dans les attributions du ministère public. C'est une garantie de plus, qu'avant de statuer sur toutes les demandes en mainlevée, réduction et translation d'hypothèques, la cour se sera bien assurée s'il y a lieu ou non de les accorder.

L'article 22 confère, en cas d'empêchement du plus jeune des conseillers, les fonctions du ministère public au moins âgé des autres conseillers.

CHAPITRE IV.

Du greffier.

Ce chapitre énumère les obligations les plus essentielles qui incombent naturellement au greffier, et qui doivent trouver place dans le règlement d'ordre.

L'article 25 renferme, à lui seul, plusieurs dispositions éparses tirées des lois et règlements sur la matière que la cour a consultés.

L'article 24 contient une mesure d'ordre que l'on pourrait insérer dans le règlement intérieur, mais que l'on a trouvé préférable de placer ici pour en faire l'objet d'une obligation plus précise.

Les articles 25 et 26 ne paraissent pas susceptibles de commentaires.

L'article 27 est extrait de la loi du 28 septembre 1807. Il a paru assez utile pour faire partie de ce règlement, qui, en attendant la révision du décret du congrès national du 30 décembre 1830, peut servir à combler les lacunes de ce décret.

L'article 28 a pour but d'éviter qu'on ne fasse à la cour des demandes indiscrettes au sujet des pièces déposées dans ses archives, dont le déplacement trop facile entraînerait des inconvénients graves.

Il entre nécessairement dans les attributions du greffier (art. 29), de signer et de délivrer les certificats collationnés et extraits de tous les actes émanant du greffe, des archives et dépôts.

L'article 30 prescrit la forme dans laquelle les expéditions exécutoires des arrêts de la cour seront rédigées.

L'article 31, portant que le greffier inscrira en marge des minutes des arrêts les noms de tous les conseillers présents à la séance, contient une disposition dont l'utilité est incontestable; en cas de révision d'un compte, on sait de suite, et sans qu'il soit besoin de recourir aux procès-verbaux des séances dans lesquelles ils ont été jugés, quels étaient les conseillers qui ont concouru aux jugements.

L'article 32, qui est le dernier de ce règlement, a pour but de pourvoir au remplacement du greffier en cas d'empêchement.

Enfin, l'on croit utile de faire remarquer que ce règlement d'ordre et l'exposé des motifs y annexé, ont été, dans toutes leurs dispositions, arrêtés à l'unanimité des membres de la cour.

Ainsi fait à la cour des comptes, le 19 février 1851.

THÉOPHILE FALLON, *président.*

X. WILLEMS.

ALB. VAN HOEBROUCK DE MOOREGHEM.

A. MARBAIS DU GRATY.

J. J. BAREEL.

A. BAUDIER.

J. VAN WILLIGEN.

MEEUS-VANDERMAELEN, *greffier.*

Règlement d'ordre pour la cour des comptes (a).

La cour des comptes,

Vu l'article 17 du décret du congrès national en date du 30 décembre 1830, portant :

« La cour des comptes fait un règlement d'ordre » qu'elle soumet dans le plus bref délai à l'appro- » bation du congrès. Aucun changement ne peut » être fait à ce règlement sans l'assentiment de la » chambre des représentants; »

Arrête :

CHAPITRE PREMIER.

Des assemblées générales, des sections et du président.

ART. 1^{er}.

Les membres de la cour des comptes s'occupent tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), soit en assemblée générale, soit en sections, du travail qui leur est déféré par le décret du 30 décembre 1830.

Ils prennent rang d'après l'ordre de leur nomination.

ART. 2.

La cour des comptes est divisée en deux sections, composées chacune de trois conseillers.

ART. 3.

Le contrôle de tous états, renseignements, éclair-

(a) Il a été discuté dans la séance du 9 avril 1851, et adopté par 99 voix contre 4.

cissements relatifs à la recette des deniers de l'État que la cour a le droit de se faire fournir, en vertu du 4^e paragraphe de l'article 3 du décret du 30 décembre dernier, entre dans les attributions de la première section, laquelle est également chargée de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous comptables envers le trésor : ces comptes sont ensuite clos et arrêtés en assemblée générale de la cour sur le rapport de cette section (a).

ART. 4.

Les attributions de la seconde section consistent dans la surveillance de la tenue du double du grand-livre de la dette publique et du registre des pensions; dans le contrôle des dépenses et dans le visa et l'enregistrement des demandes de paiement, qui seront signées par un membre de la cour (b) et contre-signées par le greffier.

Dans le cas où ces pièces présentent quelques difficultés, la section en fait son rapport à l'assemblée générale pour y être statué ainsi qu'il appartient.

ART. 5.

Lorsque, dans certains cas, il sera adressé à la cour une demande de crédit pour une dépense à faire, au lieu d'une demande de paiement pour une dépense faite, la seconde section en fera son rapport à la cour, qui en délibérera, et, s'il y a lieu d'accorder les fonds, réglera le délai dans lequel il devra être justifié de leur application (c).

ART. 6.

Les demandes et ordonnances de paiement, ainsi que les comptes soumis à la vérification de la cour, devront lui être présentés dans la forme et d'après les modèles qu'elle jugera à propos de prescrire, sur les propositions que ses sections du contrôle et de la comptabilité sont tenues de lui faire à cet égard (d).

ART. 7 (6 du règlement).

Le président a le droit de nommer des commis-

(a) Adopté avec la rédaction suivante :

« Le contrôle de tous états, l'examen de tous renseignements et éclaircissements, etc. »

(b) Un membre de cette section.

(c) Sur la proposition de M. Destouvelles, cet article a été modifié en ces termes :

« Lorsque, dans certains cas, il sera adressé à la cour des demandes de paiement sur des crédits ouverts pour une dépense à faire, la seconde section réglera le délai dans lequel il devra être justifié de leur application. »

(d) Article supprimé, à la demande de M. François.

(e) Ce 1^{er} § a été amendé de la manière suivante, sur la proposition de M. Henri de Brouckere :

sions spéciales pour faire rapport sur des affaires qui ne rentrent point directement dans les attributions de la section du contrôle ni de celle de la comptabilité.

ART. 8 (7 du règlement).

Le président nomme les conseillers qui forment les sections, de même que leurs présidents respectifs; il peut, lorsqu'il le juge convenable, les présider lui-même (e).

Il a le droit de les changer en tout ou en partie tous les trois mois, et il peut, en cas de besoin, adjoindre momentanément un membre d'une section à une autre (f).

ART. 9 (8 du règlement).

La cour des comptes tient régulièrement deux séances par semaine en assemblée générale.

ART. 10 (9 du règlement).

Le président a la faculté de convoquer des assemblées générales extraordinaires, suivant que l'exige l'expédition des affaires.

Il est également autorisé à prendre, dans l'intervalle d'une séance à l'autre, les mesures nécessaires pour l'expédition des affaires courantes et urgentes, sauf à en donner communication à la cour, dans sa première assemblée générale; à cet effet il habitera le local de la cour des comptes (g).

ART. 11 (10 du règlement).

La cour ne peut délibérer ni prendre de résolution en assemblée générale, à moins que la majorité de ses membres ne soit présente.

ART. 12 (11 du règlement).

Dans le cas où un ou plusieurs membres ne croient pas devoir donner leur assentiment aux résolutions de la majorité, ils ont la faculté de faire insérer dans le procès-verbal leur opinion particulière motivée.

ART. 13 (12 du règlement).

La cour des comptes ne prendra pas de vacance,

« Le président nomme pour la première fois les conseillers qui forment les sections; il peut, lorsqu'il le juge convenable, les présider lui-même.

« Le conseiller le premier en rang dans chaque section est président de droit. »

(f) Le § 2 a été remplacé par deux dispositions de M. François, ainsi conçues :

« Il sera fait tous les six mois un roulement d'une section à l'autre, de manière que chaque année chacun des conseillers soit appelé à siéger dans les deux sections.

« Le président peut, en cas de besoin, adjoindre momentanément un membre d'une section à une autre. »

(g) Paragraphe supprimé.

mais dans le cas où ses membres ou le greffier devraient nécessairement s'absenter, le président pourra leur accorder un congé de huit jours. Si ce terme n'était pas suffisant *et qu'il consterait à la cour que l'absence devrait être prolongée (a)*, celle-ci pourrait, à la majorité des deux tiers de voix, accorder une prolongation de congé, pour autant que l'absence de celui qui le demande ne ferait pas manquer le service.

ART. 14 (15 du règlement).

En cas de vacature, soit par le décès ou la démission d'un des membres ou du greffier de la cour, le président en donnera connaissance à la chambre des représentants.

CHAPITRE II.

Tenue et police des assemblées.

ART. 15 (14 du règlement).

Le président a la police et la surveillance générale de la cour; il porte à la connaissance de l'assemblée toutes les lettres, pétitions et autres pièces adressées à la cour ou à lui-même, en sa qualité de président.

ART. 16 (15 du règlement).

Le président forme l'ordre du jour, met les objets en délibération et ferme les discussions *lorsqu'il les trouve* suffisamment éclairées. Il prononce les décisions d'après la majorité; et dans le cas où les voix sont partagées, celle du président est prépondérante (b).

ART. 17 (16 du règlement).

Les conseillers ont le droit de faire individuellement des propositions à la cour, ils doivent les rédiger par écrit et les remettre au moins vingt-quatre heures d'avance au président, afin qu'il puisse les comprendre dans l'ordre du jour.

Toute proposition d'urgence peut être faite, séance tenante, mais avant d'en délibérer, la cour juge s'il y a urgence.

ART. 18 (17 du règlement).

Nul ne peut prendre la parole dans les discus-

(a) *Et s'il constait à la cour que l'absence dût être prolongée.*

(b) Adopté avec la substitution des mots : *lorsque l'assemblée les trouve*, à ceux de : *lorsqu'il les trouve* ; et avec deux additions, l'une de M. Jottrand, consistant à mettre à la suite des mots : *sont partagées*, les mots : *et qu'il y a impossibilité de vider ce partage* ; l'autre de M. Charles de

sions et les délibérations de la cour, sans l'avoir obtenue du président.

ART. 19 (18 du règlement).

Le président, en cas d'empêchement, sera remplacé dans ses fonctions par le premier en rang des autres membres de la cour.

CHAPITRE III.

Du ministère public.

ART. 20 (19 du règlement).

Le plus jeune des conseillers qui, aux termes de l'article 9 du décret du 50 décembre 1850, remplit les fonctions du ministère public, fait dresser un état général de tous ceux qui doivent faire parvenir leurs comptes à la cour. Il s'assure s'ils sont exacts à les présenter dans le délai prescrit, et requiert contre ceux *en retard (c)* l'application des peines.

ART. 21 (20 du règlement).

Toutes les demandes en mainlevée, réduction, translation et radiation des oppositions et inscriptions hypothécaires, sont communiquées au conseiller faisant fonctions de ministère public, *avant d'y être statué (d)*.

ART. 22 (21 du règlement).

En cas d'empêchement du plus jeune des conseillers, les fonctions du ministère public seront momentanément remplies par le moins âgé des autres conseillers.

CHAPITRE IV.

Du greffier.

ART. 25 (22 du règlement.)

Les fonctions du greffier l'obligent, entre autres :

1° A assister aux assemblées générales, tenir note de ce qui y est traité et en dresser procès-verbal;

2° A contre-signer toutes les dépêches de la cour et en faire soigner l'expédition;

3° A contre-signer également les visa des de-

Brouckere, qui consiste à terminer l'article par la disposition suivante :

« Cependant, lorsque la cour statue en vertu de l'article 8 du décret du 30 décembre 1850, le partage emporte acquittement. »

(c) *Les retardataires.*

(d) *Avant qu'il y soit statué.*

mandes de paiement *et de crédit*, les arrêts, *jugements* (a) et autres décisions de la cour;

4° A veiller à ce que les archives soient tenues en bon ordre;

5° A surveiller le travail des bureaux, la conduite et l'exactitude des employés, et à signaler au président leur zèle, leur aptitude, ainsi que leur négligence ou leur incapacité.

ART. 24 (25 du règlement).

Le greffier remet tous les mois au président de la cour un état analytique des affaires arriérées.

ART. 25 (24 du règlement).

Il est chargé de veiller à la conservation des minutes des arrêts et jugements, d'en faire faire les expéditions, et de la garde des pièces qui lui sont confiées, ainsi que de tous les papiers du greffe.

ART. 26 (25 du règlement).

Le greffier tiendra la main à ce que l'indicateur général soit tenu régulièrement, et que les demandes de paiement et les comptes déposés par les comptables soient enregistrés, par ordre de date et de numéro, du jour qu'ils sont présentés.

ART. 27 (26 du règlement).

Après que les arrêts ou jugements (b) définitifs sur chaque compte seront rendus, et les minutes signées, le compte et les pièces seront remis par le rapporteur au greffier de la cour, qui fera mention des arrêts sur la minute du compte et déposera le tout aux archives.

ART. 28 (27 du règlement).

La cour ne permettra aucun déplacement de pièces déposées dans ses archives, que d'après la réquisition du juge; elle pourra en accorder la

(a) *Et de crédit... jugements* : mots supprimés.

(b) *Ou jugements* : mots supprimés.

(c) Il a été ajouté à cet article une disposition présentée par M. François : elle est ainsi conçue :

« Ces communications, expéditions ou extraits devront être donnés ou délivrés à toute réquisition des parties intéressées. »

(d) Sur la proposition de M. François, la disposition additionnelle suivante a été adoptée :

« Il sera donné à tout membre des deux chambres qui le demandera, communication, sans déplacement, tant du grand-livre de la dette publique et du registre des pensions à charge de l'État, de toutes les décisions prises par la cour, que de toutes les pièces comptables et autres quelconques reposant en ses archives. »

communication ou des expéditions et extraits (c).

ART. 29 (28 du règlement).

Le greffier signera et délivrera les certificats collationnés et extraits de tous les actes émanant du greffe, des archives et dépôts (d).

ART. 30 (29 du règlement).

Les expéditions exécutoires des arrêts de la cour seront rédigées ainsi qu'il suit :

L. (le prénom du roi), roi des Belges, à tous présents et à venir, salut.

La cour des comptes a rendu l'arrêt suivant :

(Ici copie de l'arrêt.)

Mandons et ordonnons, etc., etc.

En foi de quoi le présent arrêt a été signé par le président de la cour et par le greffier (e).

ART. 31 (50 du règlement).

Le greffier portera en marge des minutes des arrêts, les noms de tous les conseillers présents à la séance.

ART. 32 (51 du règlement).

En cas d'empêchement du greffier, il sera remplacé dans ses fonctions par l'employé que la cour, ou au besoin le président, commettra (f).

Ainsi fait à la cour des comptes, le 19 février 1831.

THÉOPHILE FALLON, président.

X. WILLEMS.

ALB. VAN HOOBROUCK DE MOOREGHEM.

J. J. BAREEL.

A. MARBAIS DU GRATY.

A. BAUDIER.

J. VAN WILLIGEN.

MEEUS-VANDERMAELEN, greffier.

(A. C.)

(e) Cet article a été remplacé par une disposition de M. Henri de Brouckere, dont voici les termes :

« Les expéditions des arrêts rendus par la cour des comptes seront intitulées et terminées de la même manière que les arrêts et les jugements des cours et des tribunaux. »

(f) L'employé que la cour, ou au besoin le président, commettra; mots remplacés, à la demande de M. Meeus, par ceux de : un des conseillers que la cour désignera à cet effet.

Un article nouveau, proposé par M. François, a été adopté en ces termes.

« Le compte des dépenses de la cour sera présenté tous les ans aux chambres. »

Cet article forme le 52^e du règlement.